



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 22 MARS 2023  
GEMEENTERAAD VAN 22 MAART 2023**

[NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#)  
[AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

22.03.2023/A/0001 **Communication.**

---

**Mededeling.**

---

22.03.2023/A/0002 **Conseillère communale; démission.**

Le Conseil,

Vu la lettre réceptionné le 21 février 2023 par laquelle Mme Zoé Genot, Conseillère communale appartenant à la Liste Ecolo, déclare renoncer à l'exercice de son mandat de Conseillère communale ;

Décide :

de prendre acte de la démission de Mme Zoé Genot de ses fonctions de Conseillère communale et de l'accepter.

---

22.03.2023/A/0003 **Installation d'un Conseiller communal; vérification des pouvoirs et prestation de serment.**

Le Conseil,

Vu la délibération du Conseil du 22 mars 2023 par laquelle le Conseil a pris acte du courrier réceptionné le 21 février 2023 de Mme Zoé Genot dans lequel elle démissionne de ses fonctions de Conseillère communale;

Attendu qu'il convient de procéder à son remplacement au sein du Conseil communal;  
Considérant que le 17ème suppléant, M. Thomas Prédour, de la liste à laquelle la précité appartenait n'habite plus la commune;

Considérant que le 18ème suppléant est M. Rudolph Alexandre;

Constata que M. Rudolph Alexandre est Belge, qu'il est âgé de 46 ans et qu'il est domicilié dans la commune, Rue Eeckelaers 20;

Attendu qu'il réunit, par conséquent, les conditions d'éligibilité, de capacité et de compatibilité requises par la loi;

En conséquence, vérification faite de ses pouvoirs, nous vous convions, Mesdames, Messieurs, à les valider.

---

22.03.2023/A/0004 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 15 février 2023; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 15 février 2023, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 15 februari 2023; goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 15 februari 2023. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

---

22.03.2023/A/0005 **Arrêté de fermeture; SPRL SAVARONA sise chaussée de Haecht, 720 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, exploitant l'unité d'établissement « Farragos Café », sis rue d'Aerschot, 1A à 1210 Saint-Josse-ten-Noode; prise d'acte par le Conseil communal.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 9bis de la Loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes ;

Vu l'arrêté de fermeture temporaire pris le 13 mars 2023 par le Bourgmestre, Monsieur Emir KIR, par lequel il impose la fermeture de l'établissement à l'enseigne « Farragos Café », sis rue d'Aerschot, 1A à 1210 Saint-Josse-ten-Noode pour une durée de 6 mois à partir de sa notification ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 mars 2023 portant confirmation de l'arrêté précité ;

Considérant que la mesure de fermeture doit être portée à la connaissance du Conseil communal de la première séance qui suit ; qu'à défaut, la mesure de fermeture n'a pas plus d'effet ;

Décide :

De prendre acte de l'arrêté de police du Bourgmestre repris ci-avant.

---

22.03.2023/A/0006 **Personnel communal non-enseignant; règlement relatif aux congés et vacances; modification.**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 7 juillet 1976 portant sur le règlement sur les congés et vacances du personnel communal non enseignant;

Vu le chapitre V dudit règlement notamment l'article 19 § 1, congés pour cause de maladie ou d'infirmité;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier les dispositions de ce chapitre V du

règlement sur les congés et vacances;

Considérant que l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés pour les membres du personnel fédéral a été modifié par l'arrêté royal du 18 septembre 2022 (Moniteur belge du 19 octobre 2022) et que celui-ci prévoit une augmentation des jours d'absence pour maladie sans certificat;

Vu le protocole d'accord signé par les délégations syndicales lors du Comité de Négociation du 13 mars 2023.

Décide :

De rajouter au Chapitre V du règlement portant sur les congés et vacances du personnel communal non enseignant l'article 24 bis :

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023 le travailleur est dispensé de fournir un certificat médical pour le 1er jour d'incapacité et ce, 3 fois par année civile maximum.

Le travailleur reste néanmoins tenu d'informer son employeur de son incapacité de travail dès le premier jour d'incapacité et, s'il souhaite faire application de la dispense de communication du certificat médical, le travailleur doit en outre communiquer l'adresse où il séjourne durant cette première journée sauf si cette adresse correspond à sa résidence habituelle connue de l'employeur.

Cet article s'applique à tous les agents communaux non-enseignants (ACS, statutaires, contractuels).

---

### **Niet ongewijzigd personeel; reglement op de verloven en vakanties; wijziging**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van 7 juli 1976 houdende het reglement op de verloven en vakanties van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel;

Gelet op hoofdstuk V van dit reglement inzonderheid artikel 19 § 1, verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de bepalingen van dit hoofdstuk V van het reglement op de verloven en vakanties te wijzigen;

Gelet op het feit dat het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende het verlof voor de federale personeelsleden werd gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 september 2022 (Belgisch Staatsblad van 19 oktober 2022) en dat dit laatste voorziet in een verhoging van de dagen van afwezigheid wegens ziekte zonder attest.

Gezien het protocolakkoord dat door de vakbondsdelegaties is ondertekend tijdens de vergadering van het Onderhandelingscomité op 13 maart 2023,

Beslist :

om artikel 24 bis toe te voegen bij Hoofdstuk V van het reglement op de verloven en vakanties van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel :

Vanaf 1 januari 2023 is de werknemer vrijgesteld van het verstrekken van een medisch attest voor de 1e dag van arbeidsongeschiktheid en dit, maximaal 3 keer per kalenderjaar.

De werknemer blijft niettemin verplicht om zijn werkgever vanaf de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid in kennis te stellen en indien hij de vrijstelling van de mededeling van de medische verklaring wenst toe te passen, moet de werknemer ook het adres meedelen waar hij tijdens deze eerste dag verblijft, tenzij dit adres overeenkomt met zijn gewone verblijfplaats die de werkgever kent.

Dit artikel is van toepassing op alle niet-onderwijzend gemeentelijke agenten (Gesko's, statutairen, contractuelen).

---

22.03.2023/A/0007 **Convention entre la Commune et l'A.I.S.S.J. asbl - 2023**

Le Conseil communal,

Vu l'octroi annuel par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles de moyens financiers aux écoles fondamentales et secondaires communales ainsi qu'au Livre Animé afin qu'ils puissent mener à bien des actions complémentaires destinées à atteindre plus efficacement et équitablement les objectifs visés par le Décret Missions et en particulier celui d'assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ;

Considérant la nécessité pour les écoles fondamentales et secondaire communales ainsi que pour le Livre Animé de pouvoir disposer des moyens financiers complémentaires non-budgétisés sur le budget communal et qui leur sont annuellement octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles (Encadrement différencié, Aide spécifique aux Directions, Gratuité,...) afin de leur permettre d'atteindre les objectifs précités ;

Revues les deux Décisions du Conseil communal du 12/12/2012 ;

Vu le nouveau projet de Convention établie entre l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode et l'A.I.S.S.J. asbl et qui règle les modalités de transfert à l'A.I.S.S.J. asbl des moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin que l'A.I.S.S.J. asbl reverse sur le compte bancaire des écoles fondamentales, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé ;

Décide :

De ratifier la Convention 2023 établie entre l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode et l'A.I.S.S.J. asbl qui règle les modalités de transfert à l'A.I.S.S.J. asbl des moyens financiers octroyés par la Communauté française / Fédération Wallonie-Bruxelles aux écoles fondamentales et secondaire communales ainsi qu'au Livre Animé afin que l'A.I.S.S.J. asbl les reverse sur le compte bancaire des écoles fondamentales, du Lycée Guy Cudell et du Livre Animé.

---

22.03.2023/A/0008 **Cohésion sociale; Rapport d'activité de la coordination locale - Exercice 2021.**

Mesdames, Messieurs,

Conformément au Décret du 13 mai 2004 relatif à la Cohésion sociale, le rapport annuel portant sur l'application et l'évolution du contrat communal est établi.

Ce présent rapport est une synthèse des rapports des associations du Contrat

communal pour leurs activités 2021. Il fait état des lieux :

- des difficultés rencontrées et des ressources mobilisées par les opérateurs ;
- des actions menées ;
- des recommandations et des besoins des opérateurs et de la coordination.

Ce rapport a également pour destinataires :

- le Conseil de l'Action sociale de la commune,
- le Centre régional d'appui en cohésion sociale (CRACs),
- les services du Collège de la COCOF,
- la section « cohésion sociale » du Conseil consultatif francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé (COCOFO),
- les opérateurs associatifs du contrat communal.

Par conséquent, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à prendre acte de ce rapport annuel 2022 relatif aux activités associatives réalisées en 2021 dans le cadre de la Cohésion sociale.

---

22.03.2023/A/0009 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup>a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

---

**Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup>a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

22.03.2023/A/0010 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver ces dépenses :

#014/14.03.2023/B/0071#

Lycée Guy Cudell - Travaux de sécurisation; Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

#014/14.03.2023/B/0072#

Propreté Publique - Dépôt Nord - Travaux de rénovation de la chaufferie ; Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

---

**Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/14.03.2023/B/0071#

Lyceum Guy Cudell - Beveiligingswerk ; Goedkeuring toewijzing en voorwaarden; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/14.03.2023/B/0072#

Openbare Netheid - North Depot - Renovatiewerken ketelruimte ; Goedkeuring toewijzing en voorwaarden; Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

---

22.03.2023/A/0011 **Motion relative à la libération du tournaisien Olivier VANDECASTEELE détenu en Iran.**

Le Conseil Communal,

Depuis le 24 février dernier, le Tournaisien Olivier Vandecasteele est enfermé en Iran sans motif valable. Ses conditions de détention sont inhumaines et agissent tant sur sa

santé mentale que physique. Par ailleurs, ses droits à se défendre ne sont pas du tout respectés. Ce 8 décembre, la Cour constitutionnelle a décidé de suspendre la loi d'assentiment au traité qui permet le transfèrement de prisonniers entre la Belgique et l'Iran, votée en juillet. Toutes les solutions diplomatiques doivent être mises en oeuvre afin de libérer Olivier Vandecasteele. C'est ce que propose la présente motion.

Considérant que le travailleur humanitaire tournaisien Olivier Vandecasteele, a été arrêté le 24 février 2022 sans aucun motif par les autorités iraniennes ;  
Considérant qu'il s'agit dès lors d'une arrestation arbitraire ;  
Considérant les conditions déplorables, inhumaines, dans lesquelles se trouve enfermé Olivier Vandecasteele ;  
Considérant qu'en 9 mois et demi, malgré une insistance répétée, l'ambassadeur belge n'a obtenu que 6 visites consulaires sous haute surveillance ;  
Considérant qu'Olivier Vandecasteele n'a dès lors pas le droit d'évoquer les sujets qu'il souhaite lors de ces entretiens ;  
Considérant que la santé de l'intéressé se dégrade fortement ;  
Considérant qu'Olivier Vandecasteele a informé les services consulaires qu'il avait comparu devant un tribunal à l'insu des autorités belges locales et de ses avocats iraniens. Son "avocat" désigné par le tribunal n'a jamais pris la parole pendant son "procès". Olivier Vandecasteele a également partagé qu'il venait d'être condamné pour toutes les charges retenues contre lui sans avoir été autorisé à communiquer sur ces charges ;  
Considérant que cette injustice et le manque de perspectives pour Olivier Vandecasteele ont sérieusement entamé sa capacité de résistance physique et sa santé mentale ;  
Considérant qu'Olivier Vandecasteele a entamé une grève de la faim depuis la mi-novembre ;  
Considérant qu'Olivier Vandecasteele est toujours à l'isolement complet depuis plus de 285 jours et qu'il est détenu dans des conditions inhumaines, ce qui est considéré comme de la torture par les Nations unies et Amnesty International ;  
Considérant que la Cour constitutionnelle a décidé le 8 décembre 2022 de suspendre la loi d'assentiment au traité qui permet le transfèrement ;  
Considérant que ce traité ouvrirait la porte à un échange de prisonniers, d'un côté le diplomate iranien condamné en 2021 en Belgique à 20 ans de prison pour un projet d'attentat en France, et de l'autre, Olivier Vandecasteele.  
Considérant qu'Olivier Vandecasteele a été condamné le 14 décembre à une peine de 28 ans de prison  
Considérant que la famille d'Olivier Vandecasteele est anéantie par cette situation ;  
Considérant la mobilisation citoyenne en soutien à Olivier Vandecasteele, notamment au travers d'une pétition ayant recueilli plus de 35.000 signatures ;

Le Conseil communal de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode demande :

- Au Gouvernement fédéral, à l'ambassadeur de Belgique en Iran et à l'ambassadeur d'Iran en Belgique de mettre en oeuvre toutes les procédures diplomatiques possibles pour faire libérer Olivier Vandecasteele en urgence ;
- Au Gouvernement fédéral, à l'ambassadeur de Belgique en Iran et à l'ambassadeur d'Iran en Belgique de veiller à la dignité des conditions de détention d'Olivier Vandecasteele.
- Au Premier ministre, au Ministre de la Justice et à la Ministre des affaires étrangères de prendre une initiative internationale, par exemple sous la forme d'un nouveau traité ou d'une nouvelle déclaration internationale, contre les prises d'otages étatiques.

---

## **Motie betreffende de vrijlating van Olivier VANDECASSTEELE uit Doornik vastgehouden in Iran.**

De Gemeenteraad,

Sedert 24 februari vorig jaar wordt Olivier Vandecasteele uit Doornik zonder geldige reden vastgehouden in Iran. Zijn detentieomstandigheden zijn onmenselijk en tasten zowel zijn geestelijke als lichamelijke gezondheid aan. Bovendien worden zijn rechten om zich te verdedigen in het geheel niet geëerbiedigd. Op 8 december heeft het Grondwettelijk Hof beslist om de instemmingswet met het verdrag dat de overbrenging van gevangenen tussen België en Iran toelaat, die in juli werd goedgekeurd, op te schorten. Alle diplomatieke oplossingen moeten worden uitgevoerd om Olivier Vandecasteele vrij te krijgen. Dat is wat deze motie voorstelt.

Overwegende dat de humanitaire hulpverlener Olivier Vandecasteele uit Doornik op 24 februari 2022 zonder enige reden werd gearresteerd door de Iraanse autoriteiten ;  
Overwegende dat het dus om een willekeurige aanhouding gaat ;  
Overwegende de erbarmelijke en onmenselijke omstandigheden waarin Olivier Vandecasteele wordt vastgehouden ;  
Overwegende dat de Belgische ambassadeur in negen en een halve maand, ondanks herhaald aandringen, slechts 6 consulaire bezoeken kreeg onder streng toezicht ;  
Overwegende dat Olivier Vandecasteele dus niet de vrijheid heeft om tijdens deze gesprekken de door hem gewenste onderwerpen aan te halen ;  
Overwegende dat de gezondheid van de betrokkene ernstig wordt aangetast ;  
Overwegende dat Olivier Vandecasteele de consulaire diensten heeft geïnformeerd dat hij buiten medeweten van de plaatselijke Belgische autoriteiten en zijn Iraanse advocaten voor een rechtbank is verschenen. Zijn door de rechtbank aangewezen “advocaat” heeft tijdens zijn “proces” nooit het woord gevoerd. Olivier Vandecasteele heeft tevens meegedeeld dat hij zojuist was veroordeeld voor alle aanklachten tegen hem zonder dat hij over deze aanklachten mocht communiceren ;  
Overwegende dat dit onrecht en het gebrek aan vooruitzichten voor Olivier Vandecasteele zijn lichamelijke weerstand en zijn geestelijke gezondheid ernstig hebben verzwakt ;  
Overwegende dat Olivier Vandecasteele sedert midden november een hongerstaking is begonnen ;  
Overwegende dat Olivier Vandecasteele nog steeds in volledige isolatie zit sedert 285 dagen en dat hij wordt vastgehouden in onmenselijke omstandigheden, hetgeen door de Verenigde Naties en Amnesty International als foltering wordt beschouwd ;  
Overwegende dat het Grondwettelijk Hof op 8 december 2022 heeft beslist de instemmingswet met het verdrag dat de overbrenging mogelijk maakt, op te schorten ;  
Overwegende dat dit verdrag de weg opende naar een uitwisseling van gevangenen, enerzijds de Iraanse diplomaat die in België in 2021 tot 20 jaar gevangenisstraf werd veroordeeld voor een geplande aanslag in Frankrijk, en anderzijds Olivier Vandecasteele ;  
Overwegende dat Olivier Vandecasteele op 14 december werd veroordeeld tot een gevangenisstraf van 28 jaar ;  
Overwegende dat de familie van Olivier Vandecasteele helemaal gebroken is door deze situatie ;  
Overwegende de burgerlijke mobilisatie ter ondersteuning van Olivier Vandecasteele, met name via een petitie waarbij meer dan 35.000 handtekeningen werden verzameld ;

De Gemeenteraad van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node vraagt :



- Aan de Federale regering, aan de Belgische Ambassadeur in Iran en aan de Iraanse Ambassadeur in België om alle mogelijke diplomatieke procedures te gebruiken om Olivier Vandecasteele onverwijld vrij te krijgen ;
- Aan de Federale regering, aan de Belgische Ambassadeur in Iran en aan de Iraanse Ambassadeur in België om toe te zien op de waardigheid van de omstandigheden waarin Olivier Vandecasteele wordt vastgehouden ;
- Aan de Eerste Minister, aan de Minister van Justitie en aan de Minister van Buitenlandse Zaken om een internationaal initiatief te nemen, bijvoorbeeld in de vorm van een nieuw verdrag of een nieuwe internationale verklaring, tegen staatsgijzelingen.

---

22.03.2023/A/0012 **L'entreprenariat féminin à St Josse, une affaire qui marche ? ; interpellation introduite par M. Pascal Lemaire, Conseiller communal. (Complémentaire)**

---

22.03.2023/A/0013 **Curage des égouts, locaux de la déchetterie, circulation et stationnement des trottinettes, parcours d'artistes et nouvelle drogue; interpellations introduites par M. Halit Hakkas, Conseiller communal. (Complémentaire)**

---

22.03.2023/A/0014 **Bilan des initiatives en faveur des victimes du séisme en Turquie et de la Syrie; interpellation introduite par M. Yves Bassambi, Conseiller communal. (Complémentaire)**